

المملكة المغربية
+ⴰⴷⵓⴷⴰ ⵜ ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜ ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜ ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜ ⴰⴳⴷⴰⵢⵜ
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

Appel d'offres N°01/CSEFRS/2018

**CONCERNANT LA REALISATION, POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DE
PRESTATIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DE LA 3^{EME} EDITION DES
RENCONTRES REGIONALES DEVANT SE TENIR AU COURS DE 2018.**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

En application de l'article 1 du règlement des achats du Conseil et des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert n° 01/CSEFRS/2018 relatif à la réalisation, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, de prestations relatives à l'organisation de la 3^{ème} édition des rencontres régionales devant se tenir au cours de 2018.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil et des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Les prestations, objet de cet appel d'offres seront attribuées en lot unique.

ARTICLE 3- DESIGNATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 4 : DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2.12.349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation paraphé et signé.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 paragraphe 7 du décret n°2.12.349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du §2-I alinéa 1 de l'article 20 du décret n°2.12.349 précité.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 19 paragraphe 3 du décret n°2.12.349 précité, le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des candidats dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il sera remis gratuitement.

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulés par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au Pôle ressources auprès Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des marchés publics.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2.12.349 précité :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2.12.349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

9.1- Un dossier administratif comprenant :

9.1.1- Une déclaration sur l'honneur, établie en un seul exemplaire, comportant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n°2-12-349 précité (annexe II);

9.1.2- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 sur les marchés publics.

9.1.3- En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

A- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée,
- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B - Une attestation, ou sa copie certifiée conforme, délivrée depuis moins d'un an, par l'Administration compétente du lieu d'imposition, certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent a été imposé.

C - Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2.12.349 ou de la décision du

ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

D - Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur (**moins de 3 mois**)

9.2 - Un dossier technique comprenant :

9.3.1 - Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé.

9.3.2- Des attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels des prestations de la même nature **ont été exécutées par le soumissionnaire dans le secteur public ou privé entre 2013 et 2017**. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Chaque concurrent doit présenter au moins trois (03) attestations de référence se rapportant à l'organisation des actions d'événementiel, et dont le montant de chaque attestation est égal ou supérieur à **quatre Millions de Dirhams (4.000.000,00) Dhs.**

Ne seront acceptées que les 3 attestations des 05 dernières années.

Toute attestation de référence qui ne précise pas les mentions susvisées ou qui n'est pas certifiée conformes à l'original ne sera pas prise en considération quelle que soit son importance.

La commission est habilitée à se renseigner auprès des autres administrations pour vérifier et contrôler les affirmations du concurrent. Toute omission ou insuffisance majeure d'information peut être considérée par la commission, comme une fausse déclaration visant à tromper les membres de la commission et pourrait conduire à l'élimination de l'offre du concurrent.

9.3 - Un dossier additif comprenant :

- Le CPS et le règlement de la consultation dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté » ;
- Une attestation de capacité financière délivrée par la banque de la domiciliation du compte du concurrent ;
- Les attestations des chiffres d'affaires des 3 dernières années (2014 – 2015 – 2016), délivrées par les services de la Direction Générale des Impôts.
- les attestations d'assurances responsabilité civile et RC exploitation avec un capital minimum de **1.000.000,00 DH.**

9.4 – Une offre technique comprenant :

1. Une note sur la méthodologie proposée pour assurer la réalisation des prestations avec le planning envisagé pour l'exécution des missions dans les délais contractuels, comportant :
 - Un programme de travail ;
 - Un planning d'exécution qui tient compte du délai d'exécution indiqué au CPS et qui assure un cheminement logique ;
2. Description des moyens matériel et logistique à mobiliser : brochures techniques avec illustration des équipements de sonorisation, projection, régie d'image, caméras vidéos , mobilier, structure d'accueil et de réception (chapiteau et dalot), climatisation et captation d'image, moyens de transport,;
3. La composition de l'équipe de projet avec les CV légalisés (fiche de renseignement correspondant à l'annexe 3), attestations justifiant le nombre d'années d'expérience des membres de l'équipe proposés par le concurrent pour réaliser la prestation objet de l'appel d'offres. Cette équipe doit être composée de:

- Un directeur de projet ayant une formation supérieure et une expérience minimale de 5 ans en management de projet et organisation d'événements de grande envergure ayant un rayonnement national et international ;
- Un chef de projet ayant une formation supérieure avec une expérience minimale de 4 ans dans l'organisation de manifestations similaires ;
- Un responsable accueil, réceptif et restauration ayant une expérience minimale de 3 ans ;
- Un responsable technique ayant une expérience minimale de 4 ans ;
- Un responsable production / qualité ayant une expérience minimale de 4 ans.

NB : (important)

- Chaque CV présenté doit préciser le poste occupé dans l'équipe, le diplôme, la spécialisation et l'expérience notamment dans le domaine demandé selon le modèle de l'annexe 3.
- Le CV doit être signé conjointement par le spécialiste concerné et le concurrent.
- Les spécialistes proposés doivent avoir des formations en relation avec les domaines demandés à savoir management de projet, conception & Graphisme, communication, marketing, management logistique, management de la qualité et tout autre formation jugée correspondant aux exigences liés à l'exécution des prestations.

Tout concurrent dont l'offre ne comprenant pas les pièces indiquées, sera écarté, à savoir :

- les attestations d'assurances responsabilité civile et RC exploitation avec un capital minimum de **1.000.000 DH**.
- La note intégrale sur la méthodologie proposée pour la réalisation du présent marché ;
- Les fiches de renseignement (CV) et attestations justifiant le nombre d'année d'expérience.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement (voir modèle en annexe 1) : le document par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire. Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité. Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret 2.12.349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.
- le bordereau des prix et le détail estimatif : les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres. En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent. En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

1 - CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2.12.349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 9-1 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 9-2 ci-dessus) ;
- Un dossier additif (Cf. article 9.3 ci-dessus) ;
- Une offre technique (Cf. article 9.4 ci-dessus) ;
- Une offre financière (Cf. article 10 ci-dessus).

2 - PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité :

- 1 - le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :
 - le nom et l'adresse du concurrent ;
 - l'objet du marché
 - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
 - l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".
- 2 - Ce pli contient trois enveloppes distinctes, incluant ou non une offre variante, est exigée :
 - a) la première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif, technique et additif. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif, technique et additif" ;
 - b) la deuxième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et portée de façon apparente la mention "offre technique".
 - c) la troisième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et portée de façon apparente la mention "offre financière".
- 3 - Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :
 - le nom et l'adresse du concurrent ;
 - l'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
 - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS :

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue française.

ARTICLE 13 : MONNAIE CONVERTIBLES DANS LEQUELLE LE PRIX DES OFFRES DOIT ETRE EXPRIME :

Les prix de l'offre doivent être formulés et exprimés en Dirhams.

Cependant, le concurrent non installé au Maroc peut exprimer son prix en partie ou en totalité dans une monnaie étrangère de son choix à condition qu'elle soit directement convertible au Dirham. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2.12.349 précité, les plis sont aux choix des concurrents :

- 1- soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- 3- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2.12.349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis déposés ou reçus par courrier resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret 2.12.349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans comme il est prévu au présent article.

ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS :

Conformément à l'article 32 du décret 2.12.349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2.12.349.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret 2.12.349.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CANDIDATS :

Les critères d'admissibilités des candidats sont :

1- Etape d'examen des dossiers administratif, technique et additif :

- Satisfaction aux conditions administratives et techniques énoncées dans le CPS et le RC.
- Avoir réalisé, au cours des cinq dernières années (2013 à 2017) au moins un chiffre d'affaires moyen équivalent à vingt (20) millions de dirhams.
- Justifier des capacités financières à réaliser le projet, objet de l'appel d'offres, à travers la présentation d'une attestation de capacité financière délivrée par la banque du concurrent.
- Fournir les attestations d'assurances responsabilité civil et RC exploitation avec un capital minimum de 1 000 000.00 dirhams.

2- Etape d'examen des offres techniques :

- Obtention d'une note technique supérieure ou égale à la note d'admissibilité exigée à l'article 17 ci-dessous, à savoir : Soixante-dix (70) points sur 100.

ARTICLE 17 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES :

Conformément aux disposition de l'article 38 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics, l'examen des offres techniques concerne les seules concurrents admis à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif, du dossier technique et du dossier additif.

La valeur technique des offres sera appréciée en tenant compte des critères suivants :

Critère 1 - Références et importance des projets similaires réalisés (sur la base des attestations présentées dans le dossier technique) **(30 points) : Nt 1**

	Barème	Notation	
Prestations du concurrent réalisées dans le domaine relatif à l'objet de l'appel d'offre et Importance des projets similaires réalisés.	30	Plus de cinq attestations dont le montant est supérieur ou égal à 4 million dirhams chacune.	30 points
		Quatre à cinq attestations dont le montant est supérieur ou égal à 4 million dirhams chacune.	20 points
		Trois attestations dont le montant est supérieur ou égal à 4 million dirhams chacune.	10 points
		Deux attestations minimum dont le montant est supérieur ou égal à 4 million dirhams chacune.	5 points

Critère 2 – Méthodologie et planning proposés pour assurer la réalisation des prestations objet de l'appel d'offres (35 points) : Nt 2

Critères	Barème	Notation	
Démarche générale, programme de travail et Réponse du candidat aux termes de références.	10	Pertinente et convaincante	[8-10]
		Moyennement Pertinente et convaincante	[5-7]
		Peu pertinente et non convaincante	[0-4]
Planning d'exécution qui tient compte du délai d'exécution indiqué au CPS, qui assure un cheminement logique et une bonne affectation des équipes.	10	Offrant une meilleure cohérence	[8-10]
		Cohérent	[3-7]
		Incohérent	[0-2]
Moyen matériel et logistique : L'affectation de cette note tiendra compte de la liste des moyens matériels dédiés aux présentes Prestations qu'ils soient : équipements de sonorisation, projection, mobilier, structure d'accueil et de réception (chapiteau et dalot), climatisation et captation d'image,...), logiciels, véhicules, etc. proposés pour la réalisation des différentes prestations.	15	Suffisants (en quantité et qualité)	[10-15]
		Moyens (en quantité et qualité)	[5-10]
		Insuffisants (en quantité et qualité)	[0-5]

Critère 3 – Composition de l'équipe du projet (35 points) : Nt 3

Critères	Barème	Notation	
Directeur de projet	10	1 point par année d'expérience, en plus des 5 années d'expérience minimales exigées ci-dessus, dans la limite de 5 points .	
		1 point par projet supervisé dans la limite de 5 points	
Chef de projet	10	1 point par année d'expérience, en plus des 4 années d'expérience minimales exigées ci-dessus, dans la limite de 5 points	
		1 point par projet supervisé dans la limite de 5 points	
Responsable Accueil	5	1 point par année d'expérience, en plus des 3 années d'expérience minimales exigées ci-dessus, dans la limite de 3 points	
		0.5 point par projet supervisé dans la limite de 2 points	
Responsable technique	5	1 point par année d'expérience, en plus des 4 années d'expérience minimales exigées ci-dessus, dans la limite de 3 points	
		0.5 point par projet supervisé dans la limite de 2 points	
Responsable production/ qualité	5	1 point par année d'expérience, en plus des 4 années d'expérience minimales exigées ci-dessus, dans la limite de 3 points	
		0.5 point par projet supervisé dans la limite de 2 points	

Ces critères étant notés comme mentionnés ci-dessus, une note technique (NT) sera attribuée à chaque candidat selon la formule suivante : **NT = Nt1 + Nt2 + Nt3.**

A l'issue de l'évaluation des offres techniques, une note totale sur 100 points sera attribuée à chaque candidat. **Toute offres, ayant obtenu une note inférieure à Soixante-dix points (70) points, sera écartée.**

Le concurrent ayant obtenu une note technique supérieur à soixante-dix (70) points, et ayant proposé l'offre financière la moins-disante sera déclaré attributaire du marché.

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet conformément aux dispositions prévues aux articles 36,38, 39 et 40 du décret n°2.12.349 du décret n° 2-12-349 précité.

Cette commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet du présent appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 19 : MODE D'ATTRIBUTION

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis, à l'issue de l'appréciation de leurs capacités juridiques et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations à réaliser.

La commission retient le critère prix pour l'attribution du marché. Le marché sera attribué au concurrent, dont l'offre financière est la moins disante.

ARTICLE 20 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, La monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé est exprimée en dirham Marocain.

Cependant, pour les concurrents non installés au Maroc, la monnaie dans laquelle l'offre doit être exprimée est l'Euro qui sera converti en dirhams pour évaluation. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donnée par Bank Al-Maghreb, le 9 premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 21 : LANGUE D'ÉTABLISSEMENT DES PIÈCES DES DOSSIERS ET DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe

ANNEXE N° : 1
ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 01/CSEFRS/2018 relatif à la réalisation, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, de prestations relatives à l'organisation de la 3^{ème} édition des rencontres régionales devant se tenir au cours de 2018, passé en application de l'alinéa 2, § 1 de l'article 16 et (§) 1 de l'article 17 et alinéa 3, § 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques :

Je (4), soussigné :..... (prénom, nom et qualité)....., agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (4), adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (5) inscrit au registre du commerce de(localité).....sous le n°..... (5) n° de patente (5)

b) Pour les personnes morales :

Je (4), soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)..... agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société)..... au capital de adresse du siège social de la sociétéadresse du domicile éluaffiliée à la CNSS sous le n°..... (5) et (6) inscrite au registre du commerce.....(localité)..... sous le n°..... (5) et (6) n° de patente (5) et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier (d'appel d'offres, du concours, du marché négocié)(1) concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier (d'appel d'offres, du concours, de la procédure négociée) (1) (8) ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir (7) (8):

- montant hors T.V.A. :(en lettres et en chiffres)
- taux de la T.V.A. :(en pourcentage)
- montant de la T.V.A. :(en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A comprise :(en lettres et en chiffres)

L'Etat ou l'établissement public ou la région ou la préfecture ou la province ou la commune (1) se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compteà la trésorerie générale, bancaire, ou postal (1) ouvert à mon nom(ou au nom de la société) à(localité)....., sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro(1)

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)

(1) supprimer les mentions inutiles

(2) indiquer la date d'ouverture des plis)

(4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

a) mettre : « Nous, soussignés nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)

b) ajouter l'alinéa suivant : « désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

c) préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.

(5) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(6) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE II DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 01/CSEFRS/2018 relatif à la réalisation, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, de prestations relatives à l'organisation de la 3^{ème} édition des rencontres régionales devant se tenir au cours de 2018.

A - Pour les personnes physiques

Je soussigné,(nom, prénom, et qualité).....Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :.....affilié à la CNSS sous le n° :.....(1)inscrit au registre du commerce de.....(localité)..... sous le n°.....(1) n° de patente(1)n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB).....

B - Pour les personnes morales

Je soussigné,(nom, prénom et qualité au sein de l'entreprise).....Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la société)..... au capital de.....adresse du siège social de la sociétéadresse du domicile éluaffiliée à la CNSS sous le n°.....(1)inscrite au registre du commerce (localité)..... sous le n°..... (1)n° de patente(1)n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(2)(RIB)....., en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

- 1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2 - que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- 3 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) précité ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc. (3)
- 5 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
- 6 - m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché ;
- 7 - atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité ;
- 8 - je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
- 9 - je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n°2-12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à, le

Signature et cachet du concurrent

Nota : (*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur

ANNEXE III **Modèle de la fiche de renseignement**

ANNEXE 3

Modèle de la fiche de renseignement

Nom et prénom :
 Date de naissance :
 E-mail :
 Téléphone :
 Adresse :
 Spécialiste en : (Veuillez indiquer la spécialité demandée dans le cadre du marché)

Photo

Formation

Du .../.../... au .../.../... : Diplôme :
 Spécialité :
 Etablissement :

 Du .../.../... au .../.../... : Diplôme :
 Spécialité :
 Etablissement :

 Du .../.../... au .../.../... : Diplôme :
 Spécialité :
 Etablissement :

Renseignez du plus récent au plus ancien

Expériences

	Expérience A	Expérience B	Expérience C	Expérience D
Entreprise
Intitulé du Poste occupé
Date de début	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...
Date de fin	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...
Principales missions	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -

Renseignez du plus récent au plus ancien

Autres

.....

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N°01/CSEFRS/2018

CONCERNANT LA REALISATION, POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DE PRESTATIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DE LA 3^{EME} EDITION DES RENCONTRES REGIONALES DEVANT SE TENIR AU COURS DE 2018.

<p><u>PRESENTE PAR :</u></p> <p>Zineb BOUKHARTA Chef de Département de Communication</p> <p>Rabat le.....</p>	<p><u>VALIDE PAR :</u></p> <p>KHADDOU BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources</p> <p>Rabat le.....</p>
<p><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p> <p>Rabat le.....</p>	<p><u>SIGNE ET APPROUVE PAR :</u></p> <p>Rabat le.....</p>